

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2003 — 1282

[C — 2003/22289]

**24 FEVRIER 2003. — Loi concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application des articles 3 et 4, l'on entend par :

1° « une réglementation de sécurité sociale » : une réglementation visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° « une institution de sécurité sociale » : une institution visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

3° « le Comité de Gestion » : le Comité de Gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale visé à l'article 31 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Si un employeur, son préposé ou mandataire effectue à l'aide d'un procédé électronique une communication de données à une institution de sécurité sociale imposée par ou en vertu d'une réglementation de sécurité sociale, un accusé de réception est transmis à cet employeur, son préposé ou mandataire.

§ 2. Le Comité de Gestion définit :

1° les conditions d'accès et d'utilisation du système d'information des institutions de sécurité sociale par les employeurs, leurs préposés ou mandataires, dont les standards selon lesquels les communications de données sont réalisées à l'aide d'un procédé électronique et l'adresse à laquelle les données doivent être envoyées;

2° le contenu de l'accusé de réception visé au § 1<sup>er</sup> ainsi que son mode et délai de transmission à l'employeur, son préposé ou mandataire.

§ 3. Les communications de données visées au § 1<sup>er</sup> qui sont réalisées à l'aide d'un procédé électronique sont assimilées à l'introduction d'une déclaration ou au fait de compléter ou remettre un document.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le présent article est d'application à la communication de données que l'employeur, son préposé ou mandataire est tenu de fournir en vertu de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971 ou la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, rendre cet article applicable à la communication de données dans le cadre d'autres missions confiées aux institutions de sécurité sociale chargées de l'exécution de la réglementation visée à l'alinéa premier.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2003 — 1282

[C — 2003/22289]

**24 FEBRUARI 2003. — Wet betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van de artikelen 3 en 4 wordt verstaan onder :

1° « een regeling inzake sociale zekerheid » : een regeling bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° « een instelling van sociale zekerheid » : een instelling bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

3° « het Beheerscomité » : het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 31 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

**Art. 3.** § 1. Indien een werkgever, zijn aangestelde of lasthebber een door of krachtens een regeling inzake sociale zekerheid opgelegde mededeling van gegevens aan een instelling van sociale zekerheid verricht door middel van een elektronische techniek, wordt aan deze werkgever, zijn aangestelde of lasthebber een ontvangstbewijs overgemaakt.

§ 2. Het Beheerscomité bepaalt :

1° de voorwaarden voor de toegang en het gebruik van het informatiesysteem van de instellingen van sociale zekerheid door de werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers, waaronder de standaarden volgens dewelke de mededelingen van gegevens door middel van een elektronische techniek geschieden en het adres waarnaar de gegevens dienen te worden gestuurd;

2° de inhoud van het in § 1 bedoelde ontvangstbewijs en de wijze waarop en de termijn waarbinnen het aan de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber wordt overgemaakt.

§ 3. De in § 1 bedoelde mededelingen van gegevens door middel van een elektronische techniek worden gelijkgesteld met het afleggen van een verklaring of met het invullen of afleveren van een document.

**Art. 4.** § 1. Dit artikel is van toepassing op de mededeling van gegevens die de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber dient te verstrekken krachtens de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 of de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, dit artikel toepasselijk verklaren op de mededeling van gegevens in het kader van andere opdrachten die toevertrouwd worden aan de instellingen van sociale zekerheid die belast zijn met de uitvoering van de in het eerste lid vermelde regelgeving.

Le présent article ne porte pas préjudice aux pouvoirs de réclamation de données, attribués aux fonctionnaires chargés de la surveillance, qui sont exercés conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 relative à l'inspection sociale.

§ 2. Les données à fournir par l'employeur, son préposé ou mandataire sont communiquées à l'aide d'un formulaire papier approuvé par l'institution publique de sécurité sociale compétente ou, dès le moment visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe, si le fournisseur de données le préfère, à l'aide d'un procédé électronique.

Le Comité de Gestion détermine le moment à partir duquel l'institution publique de sécurité sociale compétente est tenue de prévoir chaque transmission de données à l'aide du procédé électronique approuvé par ce Comité.

Le comité de gestion de l'institution publique de sécurité sociale compétente définit :

1° le contenu et le modèle des communications visées dans le présent paragraphe qui concernent son secteur;

2° le mode selon lequel les données communiquées de façon électronique à l'intérieur d'un secteur concerné de la sécurité sociale sont transmises aux institutions compétentes ainsi que l'utilisation de ces données, en tenant compte des missions qui sont confiées aux institutions concernées par ou en vertu de la loi.

L'employeur, son préposé ou mandataire qui effectue à l'aide d'un procédé électronique la transmission des données imposée en vertu de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est tenu de fournir à l'assuré social une copie des données fournies le concernant. Le Roi détermine le contenu de cette copie, ainsi que les délais et les modalités de remise de cette copie.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour l'application du présent article, assimiler à des employeurs d'autres catégories de personnes que celles visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en particulier lorsque ces personnes fournissent fréquemment des données par ou en vertu d'une réglementation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, disposer que le champ d'application du présent article soit étendu à l'assuré social tel que décrit à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la « charte » de l'assuré social.

**Art. 5.** L'article 21 de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par la loi du 20 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. Tout employeur assujéti est tenu de se faire immatriculer à l'Office national de sécurité sociale et de faire parvenir à ce dernier une déclaration justificative du montant des cotisations dues.

Cette déclaration est faite au moyen d'un procédé électronique approuvé par l'Office.

La déclaration, dûment signée et complétée par les renseignements demandés, doit parvenir à l'Office dans le délai fixé par arrêté royal. »

**Art. 6.** Dans l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, les mots « ou au moyen du procédé électronique visé par la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale » sont insérés entre les mots « écrit » et « et ».

**Art. 7.** L'article 36, § 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Sur simple demande de l'entreprise d'assurances ou des agents visés à l'article 87, l'employeur de la victime ou, le cas échéant, l'employeur qui appartient à la même branche d'activités communique le numéro d'identification des personnes de référence visé à l'article 8, 1° ou 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. »

**Art. 8.** Un article 37ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 37ter. Dans le cas où l'incapacité de travail n'excède pas trente jours, la rémunération de base pour le calcul des indemnités pour cette incapacité est, sans préjudice des dispositions des articles 37, 37bis et 39, égale à la rémunération journalière moyenne déterminée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la

Dit artikel doet geen afbreuk aan de bevoegdheden inzake opeising van gegevens, toegekend aan ambtenaren belast met de uitoefening van toezicht, uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

§ 2. De door de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber te verstrekken gegevens worden meegedeeld door middel van een door de bevoegde openbare instelling van sociale zekerheid goedgekeurd papieren formulier of, vanaf het ogenblik bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf, indien de gegevensverstrekker dit verkiest, door middel van een elektronische techniek.

Het Beheerscomité bepaalt het ogenblik vanaf hetwelk de bevoegde openbare instelling van sociale zekerheid er toe gehouden is elke gegevensoverdracht door middel van de door dit comité goedgekeurde elektronische techniek te voorzien.

Het beheerscomité van de bevoegde openbare instelling van sociale zekerheid bepaalt :

1° de inhoud en het model van de in deze paragraaf bedoelde mededelingen die zijn sector betreffen;

2° de wijze waarop de door middel van een elektronische techniek meegedeelde gegevens binnen de betreffende tak van sociale zekerheid overgemaakt worden aan de bevoegde instellingen, alsook het gebruik van deze gegevens, rekening houdend met de opdrachten die aan de betrokken instellingen door of krachtens de wet werden toevertrouwd.

De werkgever, zijn aangestelde of lasthebber die de gegevensoverdracht opgelegd krachtens de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders verricht door middel van een elektronische techniek, is er toe gehouden aan de sociaal verzekerde een afschrift te bezorgen van de verstrekte gegevens die hem betreffen. De Koning bepaalt de inhoud van dit afschrift, alsmede de termijnen en de nadere regels inzake afgifte.

§ 3. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor de toepassing van dit artikel, andere dan de onder § 1, eerste lid, bedoelde categorieën van personen gelijkstellen met werkgevers, inzonderheid indien deze personen herhaaldelijk door of krachtens een in § 1, eerste lid, bedoelde regelgeving gegevens verstrekken.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen dat de toepassing van dit artikel uitgebreid wordt tot de sociaal verzekerde zoals omschreven in artikel 2, eerste lid, 7°, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde.

**Art. 5.** Artikel 21 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij de wet van 20 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. Iedere verzekeringsplichtige werkgever moet zich bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid laten inschrijven en aan deze laatste een aangifte met verantwoording van het bedrag van de verschuldigde bijdragen toezenden.

Deze aangifte wordt gedaan bij middel van een door deze Rijksdienst goedgekeurde elektronische techniek.

De aangifte, behoorlijk ondertekend en vervolledigd met de gevraagde inlichtingen, moet bij de Rijksdienst toekomen binnen de termijn vastgelegd bij koninklijk besluit. »

**Art. 6.** In artikel 52, eerste lid, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, worden de woorden « of door middel van de elektronische techniek bedoeld in de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid » ingevoegd tussen het woord « schriftelijk » en het woord « aan ».

**Art. 7.** Artikel 36, § 2, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 juni 2001, wordt aangevuld met het volgend lid :

« Op eenvoudige vraag van de verzekeringsonderneming of van de in artikel 87 bedoelde ambtenaren deelt de werkgever van de getroffen of, in voorkomend geval, de werkgever die behoort tot dezelfde bedrijfstak, het identificatienummer bedoeld in artikel 8, 1° of 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, van de maatpersonen mee. »

**Art. 8.** In dezelfde wet wordt een artikel 37ter ingevoegd, luidende :

« Art. 37ter. Wanneer de tijdelijke ongeschiktheid niet meer dan dertig dagen duurt, is, onverminderd de toepassing van de artikelen 37, 37bis en 39, het basisloon voor de berekening van de vergoedingen voor deze ongeschiktheid gelijk aan het gemiddeld dagloon, vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met

notion uniforme de « rémunération journalière moyenne » en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, multipliée par le nombre de jours où la victime est censée effectuer un travail normal conformément à son horaire de travail normal pendant la période de référence visée à l'article 34. »

**Art. 9.** L'article 62, alinéa 3, de la même loi, remplacé par la loi du 24 décembre 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« La déclaration se fait de la manière et dans les délais fixés par le Roi. Le comité de gestion du Fonds des accidents du travail fixe tous les modèles de formulaires. »

**Art. 10.** Dans l'article 3, 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des dispositions sociales, les mots « exclusivement électronique » sont insérés entre les mots « déclaration » et « justificative ».

**Art. 11.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de « rémunération journalière moyenne » en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, les mots « et des indemnités dues pour une incapacité de travail temporaire suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle au cas où cette incapacité n'excède pas trente jours » sont insérés entre les mots « , des indemnités dues en exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » et « est égale ».

**Art. 12.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, les mots « , le secteur des accidents du travail et le secteur des maladies professionnelles » sont insérés entre les mots « indemnités » et « , obtenue ».

**Art. 13.** Dans l'article 8bis, alinéa 6, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par la loi du 12 août 2000, les mots « régime des vacances annuelles » sont remplacés par les mots « vacances légales ».

**Art. 14.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet de loi, 50-2116 - n° 1. — Amendement, 50-2116 - n° 2. — Rapport, 50-2116 - n° 3. — Texte adopté par la commission, 50-2116 - n° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 50-2116 - n° 5.

*Compte rendu intégral* : 17 et 18 décembre 2002.

Sénat.

*Documents.* — Projet évoqué par le Sénat, 2-1405 - n° 1. — Rapport, 2-1405 - n° 2. — Décision de ne pas amender, 2-1405 - n° 3.

*Annales du Sénat* : 6 février 2003.

toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip « gemiddeld dagloon » wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, vermenigvuldigd met het aantal dagen waarop de getroffen gedurende de referentieperiode, bedoeld in artikel 34, overeenkomstig zijn normaal werkrooster geacht wordt normaal arbeid te verrichten. »

**Art. 9.** Artikel 62, derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 december 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aangifte gebeurt op de wijze en binnen de termijnen bepaald door de Koning. Het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen stelt alle modellen van formulieren vast. »

**Art. 10.** In artikel 3, 1<sup>o</sup>, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen worden de woorden « verplichte elektronische » ingevoegd tussen de woorden « modaliteiten van de » en het woord « aangifte ».

**Art. 11.** In artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip « gemiddeld dagloon » wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, worden de woorden « en de uitkeringen voor een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of beroepsziekte, in het geval deze ongeschiktheid niet langer dan dertig dagen duurt » ingevoegd tussen de woorden « , de uitkeringen verschuldigd ter uitvoering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen » en de woorden « is gelijk ».

**Art. 12.** In artikel 3, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « , voor de sector arbeidsongevallen en voor de sector beroepsziekten » ingevoegd tussen het woord « uitkeringen » en de woorden « , het gemiddeld dagloon ».

**Art. 13.** In artikel 8bis, zesde lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de woorden « jaarlijkse vakantieregeling » vervangen door de woorden « wettelijke vakantie ».

**Art. 14.** Deze wet treedt in werking op 1 januari 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid;  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamers van volksvertegenwoordigers.

*Stukken.* — Wetsontwerp, 50-2116 - nr. 1. — Amendement, 50-2116 - nr. 2. — Verslag, 50-2116 - nr. 3. — Tekst aangenomen door de commissie, 50-2116 - nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 50-2116 - nr. 5.

*Integraal verslag* : 17 en 18 december 2002.

Senaat.

*Stukken.* — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 2-1405 - nr. 1. — Verslag, 2-1405 - nr. 2. — Beslissing om niet te amenderen, 2-1405 - nr. 3.

*Handelingen van de Senaat* : 6 februari 2003.